ASSEMBLÉE NATIONALE

15 juillet 2022

MESURES D'URGENCE POUR LA PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT - (N° 144)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 622

présenté par

M. Dharréville, M. Monnet, Mme Bourouaha, M. Brotherson, M. Castor, M. Chailloux,
M. Chassaingne, Mme Faucillon, M. Jumel, Mme K/Bidi, M. Le Gayic, Mme Lebon, M. Lecoq,
M. Maillot, M. Nadeau, M. Peu, M. Rimane, M. Roussel, M. Sansu, M. Tellier, M. William et
M. Wulfranc

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant:**

Au premier alinéa de l'article L. 2241-1 du code du travail, le mot : « quatre » est remplacé par le mot : « deux ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à réduire le délai obligatoire entre deux négociations de quatre à deux ans.

Cet amendement est couplé avec l'amendement XX prévoyant que les aides publiques pour les grandes entreprises seront désormais conditionnées à la conclusion d'un accord dans les six mois suivant le début de la négociation ainsi qu'avec celui prévoyant le déclenchement d'une négociation dans les six mois suivant une revalorisation du SMIC.